



Publié le 15 juillet 2015

20 ANS APRES LE MASSACRE DE SREBRENICA

Il a été souvent avancé que la construction européenne était un gage de paix pour le continent européen. Cet argument reste un leitmotiv permanent pour les partisans de l'Union européenne, avancé notamment lorsque la population était encore (elle ne l'est plus) convoquée aux urnes à l'occasion du traité de Maastricht pour la mise en place de l'Union européenne en 1992 et du Traité constitutionnel européen (TCE) en 2005.

L'Union européenne est-elle vraiment synonyme de paix ?

Il y a 20 ans, le 11 juillet 1995, les forces armées de la République serbe de Bosnie s'emparaient de la bourgade de Srebrenica et exécutaient de sang-froid pendant 4 jours, en présence de 400 casques bleus néerlandais, plus de huit mille hommes et adolescents. Deux ans auparavant, la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) promettait de ne jamais abandonner la population musulmane de l'enclave de Srebrenica qui était déclarée zone de sécurité (résolution 819 du Conseil de sécurité de

l'ONU). Srebrenica est le synonyme du plus grand massacre commis sur le continent européen après la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et la Cour internationale de justice ont qualifié ce crime de génocide. Le programme officiel de l'Education nationale en France le reconnaît comme tel. Le Parlement européen adoptait le 15 janvier 2009 une résolution dans laquelle il appelle tous les pays de l'Union européenne à faire du 11 juillet une journée de commémoration du génocide de Srebrenica dans toute l'Union européenne. Le Parlement européen souligne le fait que traduire les responsables des massacres devant la justice serait un pas important vers la stabilité et la paix dans la région et insiste sur l'importance de la réconciliation qui "tient une place importante dans le processus d'intégration européenne».

La réalité n'est pas conforme à cet hommage. Les documents collectés pendant 15 ans par la journaliste Florence Hartmann indiquent que la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne étaient prêts à abandonner la ville aux Serbes en échange de la signature d'un accord de paix. Les trois pays étaient au courant de la «Directive 7» qui ordonnait «la suppression définitive» des musulmans bosniens des zones de sécurité. Ils étaient tout aussi au courant de la volonté de «se débarrasser complètement» des Bosniens musulmans si l'armée serbe capturait Srebrenica. Les troupes occidentales négligeaient de prévenir les habitants de la chute imminente de la ville. Plus encore, l'ONU fournissait 30000 litres de carburant aux Serbes pour qu'ils atteignent les champs où allaient être exécutés les civils. Les négociateurs occidentaux, pendant leurs rencontres avec les responsables serbes, n'évoquaient pas la question du massacre, alors même que des enregistrements déclassifiés des Etats-Unis montrent que la CIA observait les champs où les exécutions avaient lieu, presque «en direct» depuis des avions satellites.

La guerre de démembrement de l'ex-Yougoslavie qui débute en 1991 n'exonère en rien la responsabilité des pays de l'Union européenne dans la propagation de ce conflit. Elle intervient deux ans après la chute du mur de Berlin et la Fédération yougoslave peut être considérée à ce moment comme le dernier espace européen où les structures politique et économique diffèrent des fondamentaux qui constituent la construction européenne. Il n'est donc pas étonnant que lorsque la Slovénie et la Croatie revendiquent leur indépendance en 1991, le Vatican du Pape Jean-Paul II et l'Allemagne sont les deux pays à reconnaître immédiatement cette indépendance ouvrant la boîte de Pandore d'un conflit qui fit 300 000 morts, pour les deux tiers des populations civiles. Le 15 janvier 1992, la Communauté européenne reconnaît l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie à défaut de pouvoir les défendre. Dans cette affaire, le nationalisme

serbe bénéficie en même temps d'une étonnante mansuétude de la part des Européens et en particulier de François Mitterrand avec une phrase d'anthologie : «Il ne faut pas ajouter la guerre à la guerre !». La seule réponse politique du Président français au siège de 3 ans de la ville de Sarajevo sera d'apporter une aide humanitaire. Les accord de Dayton en 1995 mettent un point final au conflit yougoslave et à la représentation d'un pays socialiste non aligné.

Comme il est souvent dit, regardons le passé pour voir quel futur on nous prépare. L'Union européenne ne peut être considérée comme un gage de paix en Europe. Les bruits de bottes en Ukraine contre la Russie, la volonté de renverser le gouvernement Syriza en Grèce, démocratiquement élu, soit par un coup d'État financier (strangulation de l'économie grecque), soit par un coup d'État militaire (faire sortir les soldats des casernes comme l'évoquait un «expert» de BFM TV) traduisent une sinistre continuité. Un courant d'opinion déclarait en 1993 à l'occasion des élections européennes «L'Europe commence à Sarajevo», il risque fort de se terminer par «L'Europe et la démocratie finissent sur l'axe Paris - Berlin». C'est à nous de choisir le chemin que nous souhaitons prendre.